

Les ravages de l'esprit techno-scientifique (p 32-33)

La crise liée à l'apparition du Covid restera dans les mémoires comme l'un des événements phares du début du XXI^e siècle. Pour la rédaction de Moins!, parmi les dimensions les plus frappantes de cet épisode hors du commun, on peut noter l'hégémonie de la solution vaccinale, un rapport à la mort, à la santé et à la médecine problématique ainsi que le rôle des médias dans la désinformation de la population. Si ces éléments - liés aux fondements de nos sociétés techniciennes et productivistes - étaient présents bien avant la crise, ils apparaissent aujourd'hui particulièrement renforcés.

«Chacun exige que le progrès mette fin aux souffrances du corps, maintienne le plus long temps possible la fraîcheur de la jeunesse, et prolonge la vie à l'infini. Ni vieillesse, ni douleur, ni mort. oubliant ainsi qu'un tel dégoût de l'art de souffrir est la négation même de la condition humaine» Ivan Illich, L'obsession de la santé parfaite. le Monde diplomatique, mars 1999

Un premier élément frappant de la crise sanitaire actuelle est la manière dont la vaccination s'est imposée sur l'ensemble du globe comme solution quasi unique. Dès le début, le recours massif à des vaccins d'un type nouveau est apparu comme «la» solution miracle, d'abord sous la forme d'un espoir lointain, puis d'une campagne de vaccination d'une échelle et d'une rapidité jamais vues auparavant, sans que d'autres pistes ne soient évoquées par les autorités ou les médias. Tout au plus, les voix les plus critiques se sont-elles limitées à exiger – légitimement – la suspension des brevets ou que la priorité soit donnée aux personnes à risque au niveau mondial. De nombreux médecins rappellent pourtant depuis le début de la crise la pertinence de la médecine de proximité et de médicaments connus et immédiatement disponibles permettant d'éviter en partie les stades graves et l'hospitalisation et de diminuer ainsi la mortalité.

Ne pas s'interroger sur le recours généralisé à des vaccins développés de manière ultra-rapide, grâce à une technologie récente issue de la recherche génétique sur laquelle nous avons encore peu de recul, est pour le moins particulier. Les entreprises pharmaceutiques qui ont développé ces vaccins traînent pour la plupart de lourdes casseroles pénales et ont été reconnues coupables dans plusieurs affaires¹. Peu de personnes sont sérieusement convaincues qu'elles agissent par pure philanthropie, mais une majorité semble paradoxalement leur faire confiance pour ces vaccins, alors même que ces entreprises se sont protégées de tous risques de poursuites et que les seules études effectuées sont les leurs. Voilà bien un cas classique de socialisation des pertes (les États ont massivement financé la recherche sur les vaccins et, en cas de problèmes ce seront eux qui paieront) et de privatisation des bénéfices (jamais dans l'histoire des médicaments n'auront été vendus en aussi grande quantité, sans risque pour les fabricants et à des prix qui demeurent secrets).

¹ Quelques exemples parmi d'autres: l'entreprise étasunienne Pfizer a été accusée en 2007 par le Nigeria de tests illégaux sur des enfants pour des médicaments anti-méningite. En 2009, l'entreprise a été condamnée par la justice étasunienne à une amende de 2,3 milliards de dollars pour vente frauduleuse de médicaments. En 2016, elle a écopé d'une amende de 84 millions de livres de la justice britannique pour avoir surfacturé un médicament au système de santé publique. L'entreprise britannique AstraZeneca a écopé en 2010 d'une amende de 520 millions de dollars de la justice étasunienne pour avoir recommandé l'usage d'un médicament non-autorisé. En 2005, la Commission européenne lui a infligé une amende de 60 millions d'euros pour fausses déclarations devant différents offices des brevets: En 2018, l'entreprise a payé 110 millions de dollars pour régler deux poursuites de l'État du Texas concernant des pratiques douteuses pour la vente de deux médicaments. Si l'entreprise étasunienne Moderna n'a à notre connaissance pas (encore?) été condamnée, peut-être est-ce simplement parce que son vaccin contre le covid est ... le premier médicament qu'elle met sur le marché!

Les risques d'effets secondaires d'une vaccination d'un nouveau type, à court et à long termes, sont également loin d'être nuls et le rapport coûts/bénéfices demeure pour le moins douteux, en particulier pour la majorité de la population qui n'est pas à risque². Vacciner si rapidement et si massivement – y compris les enfants³ – pour une maladie relativement peu dangereuse pour la grande majorité de la population est en tout cas un fait nouveau. De plus, les risques de mutation ou d'apparition de nouveaux virus peuvent obliger à une multiplication des vaccinations, augmentant ainsi ces inconnues et la dépendance à l'industrie pharmaceutique.

Un rapport nouveau à la santé et à la mort

Un autre problème fondamental que révèle cette crise est celui du rapport que nous entretenons avec la santé. La «*solution*» vaccinale nous focalise sur une approche à court terme, sans réfléchir aux causes et au long terme. Elle phagocyte la majorité des énergies et des financements qui pourraient s'attaquer aux racines de nos rapports problématiques avec la santé. Ainsi, on a très peu discuté et encore moins mis en place, des politiques qui permettraient de diminuer voire de supprimer la très probable origine humaine de l'apparition de la maladie, liée à la pression des sociétés modernes sur l'environnement. On ne cherche pas non plus à ralentir ni à empêcher la diffusion de nouvelles maladies, facilitées par l'augmentation et la rapidité phénoménale des déplacements de personnes et de marchandises. On s'interdit également de réfléchir au fait que l'immense majorité des gens qui tombent gravement malades ou décèdent sont des personnes «*victimes*» avant tout de leur âge et/ou dont la santé a été dégradée par la vie moderne⁴. Elle permet également de passer sous silence le fait que les capacités des systèmes de santé à absorber la crise sanitaire ont été fortement réduites par les politiques néo-libérales des dernières décennies⁵.

A n'en pas douter, la peur de la mort joue également un rôle important dans cette crise. Il semble bien que, ces dernières années, les idées transhumanistes aient petit à petit pénétré nos subjectivités. Si certaines morts «*sociales*», semblent aujourd'hui «*naturelles*» et acceptées (la pollution de l'air, générée principalement par les voitures, provoque plusieurs milliers de morts en Suisse chaque année⁶, et pas principalement chez les personnes âgées), mourir d'une nouvelle maladie provenant d'un pays du Sud semble être devenu inacceptable, quand bien même elle tue dans l'immense majorité des personnes... qui ont atteint l'âge de l'espérance de vie moyenne. Tout se passe comme si chacun pensait que la médecine et la technologie d'aujourd'hui devraient être capables de nous préserver de la maladie, voire de la mort.

2 Une étude du centre universitaire Unisanté de Lausanne signale que «la surmortalité observée en 2020 en Suisse [...] est significative à partir de 70 ans chez les hommes et de 75 ans chez les femmes. Au-dessous de ces âges, aucune surmortalité significative n'est constatée». (RTS, 15 avril 2021)

3 La Suisse compte au 15 juin 3 morts de moins de 20 ans du covid (site de la RTS consulté le 15.06.21).

4 Parmi les facteurs de risques principaux officiellement reconnus, on note l'hypertension, les maladies cardio-vasculaires, le diabète, les maladies des poumons (générées ou renforcées par la pollution atmosphérique), l'obésité, etc.

5 Le nombre de lits dans les centres de soins aigus et de naissance en Suisse par 100'000 habitants est passé de 311 en 2010 à 270 en 2018, soit une diminution de 13% en 8 ans. (Swissinfo, 06.04.2020)

6 Site de l'Agence Européenne de l'Environnement, «Mortalité prématurée imputable à la pollution atmosphérique», dernière mise à jour 23 novembre 2020.

Le recours à la «*solution miracle*» de la vaccination nous empêche ainsi de réfléchir individuellement et collectivement aux rapports que nous entretenons avec la vie, la mort et la santé et d'apporter des réponses de fond aux causes profondes de la crise. Cette cécité augmente en conséquence le risque de répétition du même problème; c'est-à-dire l'apparition de nouvelles maladies qui se diffusent rapidement dans des populations affaiblies, dont les systèmes de santé ne sont pas prêts à faire face et qui affectent en premier les plus faibles.

Unanimité médiatique

Un autre élément frappant est le fait que ces questions de fond aient généré aussi peu de débats publics. Les médias ont tenu avec rigueur leur rôle de chiens de garde du pouvoir, à un point qui étonne même celles et ceux qui n'en attendaient plus grand-chose. La Suisse n'a pas fait exception. Notre pays, que l'on présente souvent comme un parangon de la démocratie moderne, décentralisée et pluraliste, a vu ses principaux médias relayer sans faille les injonctions d'un Conseil fédéral s'arrogeant les pleins pouvoirs, en particulier pour inciter sa population à se confiner et à se faire vacciner. Cette propagande serait-elle le simple effet du flux continu d'informations? On peut en douter, car les médias sont unanimes quant à la nécessité de la vaccination «*de masse*». Ainsi, dans un récent éditorial du *Courrier*, on pouvait lire: «*Celles et ceux qui jouent le jeu du collectif en se faisant vacciner n'ont pas à faire les frais de l'individualisme galopant des rétifs aux vaccins*»⁷. De quel individualisme parle-t-on? Ne se vaccine-t-on pas avant tout pour sauver sa routine et ses vacances à Ibiza? Et en quoi l'individualisme des automobilistes est-il moins problématique?

Dans une unanimité rarement atteinte auparavant, l'ensemble de nos médias a ainsi passé sous silence les voix dissidentes et relayé sans la moindre mise en perspective les avis des autorités et des experts en phase avec l'orthodoxie du moment. A tel point que leur responsabilité dans le renforcement des idées conspirationnistes est écrasante: toute personne à peu près saine d'esprit, se posant des questions légitimes sur le récit unique des autorités, n'avait d'autre choix que de plonger dans les méandres du Web et de ses manipulations.

Comment des sociétés qui se considèrent éclairées et «*démocratiques*» peuvent-elles faire l'impasse totale sur des réflexions aussi nécessaires? Comment peuvent-elles s'abstenir de réfléchir collectivement et de discuter publiquement de choix aussi importants? Se rappelant des événements terribles du siècle précédent, ne devrait-on pas se méfier de tout processus «*de masse*», qu'il s'agisse ou non de vaccination?

Une acceptation qui devrait interroger

La connivence de l'industrie, des gouvernements et des médias possède certes une force de frappe de plus en plus impressionnante. Mais est-ce suffisant pour expliquer cette apathie générale? Tout se passe comme si nous vivions une longue hibernation de la raison, assommés par l'alternance «*confinement*»/«*déconfinement*», épuisés par les angoissants effets d'annonces hebdomadaires. Après les premières restrictions, nous avons accepté de guerre lasse le port du masque comme un moindre mal; puis vint le tour des autotests «*responsables*» et des tests «*de masse*» (dans certains cantons, on est allé jusqu'à

⁷ *Le Courrier*, 23 avril 2021.

tester des enfants de quelques mois... par voix nasale!); c'est maintenant le tour de la vaccination... L'histoire que nous vivons ressemble à celle de la grenouille placée dans de l'eau que l'on chauffe... sans qu'elle ne réagisse à cause de l'accoutumance graduelle.

Ces questions fondamentales qui devraient être débattues collectivement ne peuvent cependant trouver leur place dans le débat public dès lors que l'on a l'illusion de disposer d'un moyen technique magique et «immédiat» pour contrer la maladie et qu'«on» nous assène que c'est la seule manière de retrouver une «vie normale». Se renforcent alors d'une part un rapport de soumission à l'État qui place la population dans une position de quémandeur du précieux sésame; d'autre part, un rapport à la santé et à nos corps en accord avec nos sociétés productivistes et technicistes. Plutôt que de chercher à être bien dans son corps, à développer une santé préventive en retrouvant un environnement et des activités saines et non-stressantes, bref de prendre soin d'eux-mêmes et de leurs proches, les individus atomisés abandonnent leur autonomie et se retrouvent seuls face au système médical technicien qui les dépossède de leur libre arbitre. Les activités préventives pour soutenir les systèmes immunitaires sont toutes interdites ou empêchées par les mesures contraignantes. La «liberté» se réduit au choix de la marque du vaccin, qui apparaît comme un remède-miracle, comme l'eau bénite d'une nouvelle foi techno-médicale qui nous détruit à petit feu.

Face à ce rouleau-compresseur, la résistance collective est plus nécessaire que jamais. Il est impératif que nous nous réappropriions ensemble nos corps, notre santé et l'information qui nous permet de prendre des décisions éclairées.

Cet article a été écrit pour le dossier spécial «Face au monstre techno-scientifique» du numéro d'été de nos collègues du journal français La Décroissance, que vous trouverez dans vos kiosques favoris en juillet et août, et dont nous vous recommandons chaudement la lecture.

www.achetezmoins.ch Extrait de la page de présentation

Moins! est un journal bimestriel, créé sous l'impulsion de militant·e·s du Réseau Objection de Croissance, qui vient animer les débats politiques romands et nationaux. Confronté·e·s à la banalisation des questions écologiques et à une cruelle absence de voix critiques vis-à-vis du productivisme et du progrès, Moins! aspire à promouvoir et diffuser les idées de la décroissance.

...

Alliant articles d'actualité, témoignages locaux et textes de fond, chaque numéro peut compter sur la collaboration d'une équipe de rédacteur·trice·s et de dessinateur·trice·s, entièrement bénévoles et réuni·e·s par un vif esprit «éconoclaste». Sans publicité, libre de toute attache politicienne, notre journal de 32 pages de qualité est vendu selon le principe du prix libre, tant au numéro qu'à l'abonnement. Il est également disponible en kiosque, au prix de 5 francs.

Moins!
Journal romand
d'écologie politique
rue du Petit Rocher 4
1003 Lausanne - Suisse
+41 21 921 62 56
info@achetezmoins.ch